La loi du développement inégal

L'étude de l'origine et du développement des catégories économiques est forcément une étude d'histoire économique, et une analyse de l'économie de peuples contemporains restés à des phases d'évolution historique dépassées depuis longtemps dans le monde capitaliste. Mais elle ne *s'identifie* nullement avec l'histoire économique. Elle isole en effet des formes « pures » qui, dans la vie, se combinent ou se dégradent à des degrés divers. Réduire l'histoire économique à une série de « stades » ou à l'apparition successive de « catégories », c'est la mécaniser à l'extrême, au point de la rendre méconnaissable. Mais supprimer de l'étude historique toute allusion à des phases successives d'organisation économique et toute référence à l'apparition progressive des « catégories », c'est la rendre simplement incompréhensible.

On a souvent comparé le marxisme au darwinisme, l'évolution des sociétés à celle des espèces. Comme toute comparaison, celle-ci comporte des analogies et des dissemblances. Mais en biologie également, une conception *dialectique* de l'évolution se substitue petit à petit à la conception mécanique, unilatérale et linéaire [1]. La conception marxiste du devenir économique et social exclut toute fatalité et tout automatisme. Aucune phase d'organisation sociale ne « doit » nécessairement succéder à une autre.

A côté de la progression linéaire, il y a la progression par bonds. L'évolution économique peut conduire à des impasses ou à des stagnations séculaires, notamment par excès d'adaptation à un milieu spécifique ; cela semble être le cas des peuples agriculteurs dans le sud-est asiatique (47). Et le marxisme ne serait pas dialectique s'il n'admettait pas, à côté des sociétés en progrès (du point de vue de la productivité moyenne du travail), des sociétés en régression prononcée (48).

La loi du développement inégal, dont certains ont voulu limiter la validité à la seule histoire du capitalisme, voire à sa seule phase impérialiste, est donc bien une loi universelle de l'histoire humaine. Nulle part sur la terre, il n'y a une évolution rectiligne de progrès (49), partant des premières phases de cueillette de fruits pour aboutir à l'indusrie capitaliste (ou socialiste) la plus avancée. Les peuples qui ont atteint le degré le plus élevé de développement des forces productives au stade de la collecte, de la chasse et de la pêche — les Eskimos et surtout les Indiens de la côte du Nord-Ouest de l'Amérique — n'ont pas inventé l'agriculture. Celle-ci apparaît

1. L'idée d'une progression rectiligne des singes anthropoïdes, jusqu'à l'apparition de l'homme, est maintenant abandonnée. On suppose aujourd'hui soit qu'anthropoïdes et hommes ont des ancêtres simiesques communs, soit que l'homme descend d'un anthropoïde moins spécialisé que ceux qui subsistent actuellement. Il y a donc progrès combiné avec stagnation, retardation ou protérogenèse (46).

d'abord dans des vallées abondamment pourvues d'eau d'Abyssinie, d'Anatolie, de l'Afghanistan, de la Transcaucasie et de l'Inde du Nord-Ouest (50). Mais ce n'est pas là non plus qu'elle donne naissance à la civilisation qui naît de l'irrigation [1].

La civilisation agricole atteint son stade le plus avancé en Égypte, en Mésopotamie, en Inde et en Chine. Ce n'est pourtant pas dans ces pays, mais bien en Grèce, à Rome, à Byzance et en Europe médiévale (Italie et Flandre) que les progrès de la productivité du travail agricole aboutissent à l'artisanat et au commerce les plus évolués dans le cadre de la petite production marchande. Pour que la petite production marchande produise la révolution industrielle et le mode de production capitaliste, il faut cependant se déplacer encore plus vers le nord, en Angleterre, pays qui est pourtant resté longtemps en retard du point de vue artisanal et commercial, et qui au XVIIe siècle encore fut loin d'être le plus riche du monde ou de l'Europe. Ce n'est d'ailleurs pas en Grande-Bretagne, ni dans un autre pays capitaliste avancé, que le capitalisme est d'abord renversé, mais bien en Russie, pays typiquement arriéré au début du XXe siècle. Et faut-il risquer une prédiction et affirmer que ce ne sera pas non plus en Russie, pourtant le premier pays qui a introduit une économie planifiée fondée sur la socialisation des grands moyens de production, que l'on assistera d'abord à l'éclosion d'une société socialiste achevée, au dépérissement des classes, des marchandises, de l'argent et de l'État ?

1. Gordon Childe insiste, lui aussi, sur l'absence d'une succession identique d'étapes que parcourent les peuples à l'époque néolithique. « L'évolution et la différenciation marchent la main dans la main », conclut-il ; mais il signale tout de même de nombreux cas de convergence (50). L'évolution en tant que *combinaison de différenciation et de convergence*, n'est-ce pas une idée éminemment dialectique ?

Par contre, l'action dissolvante de l'économie monétaire sur des communautés primitives déjà confrontées avec le mode de production capitaliste, devient la principale force pour recruter un prolétariat indigène dans les colonies. L'introduction d'une capitation — impôt individuel en argent — dans des régions primitives qui vivent encore dans des conditions d'économie naturelle, a déraciné en Afrique et ailleurs des millions d'indigènes de leurs centres coutumiers et les a obligés à vendre leur force de travail — seule ressource qu'ils possèdent — pour obtenir de l'argent. Lorsque la vente de la force de travail ne s'imposait pas pour obtenir des moyens de subsistance, l'État capitaliste a eu recours à cette forme moderne de contrainte pour pourvoir en prolétaires les bourgeoisies qui se constituent dans les colonies. Car capitalisme et bourgeoisie ne se conçoivent pas sans prolétariat. Selon Alexander Hamilton, la liberté, c'est la liberté d'acquérir des richesses (127). *Mais cette liberté ne peut être affirmée pour une petite partie de la société qu'à condition d'être niée pour l'autre partie, pourtant majoritaire.*

CHAPITRE V

LES CONTRADICTIONS DU CAPITALISME

Le capital assoiffé de plus-value

Le propriétaire d'esclaves leur distribuait de la nourriture et s'appropriait en échange tout le produit de leur travail. Le seigneur féodal s'appropriait les produits du travail gratuit que ses serfs étaient obligés de fournir sous forme de corvée. Le capitaliste achète la force de travail de l'ouvrier pour un salaire inférieur à la valeur nouvelle produite par cet ouvrier. Sous ces formes différentes, les classes possédantes s'approprient toujours le surproduit social, le produit du sur-travail des producteurs.

Le contrat passé en 1634 à Liège entre Antoine de Jelly, maître-tisserand, et Nicolas Cornélis, affirme crûment que celui-ci gagnera « le mitan (la moitié) de ce qu'il travaillera, l'autre mitan restant au profit de maître [1] (2) ».

L'ouvrier salarié créé une valeur nouvelle au fur et à mesure qu'il emploie sa force de travail pour produire des marchandises dans l'usine de son patron. A un certain moment, il aura produit une valeur nouvelle exactement équivalente à ce qu'il touche comme salaire. S'il s'arrête de travailler à ce moment-là, il n'aura produit aucune plus-value. Mais le patron ne l'entend pas ainsi. Il ne veut pas faire de la bienfaisance ; il veut faire des affaires. Il n'achète pas la force de travail pour lui assurer sa subsistance ; il l'achète comme il achète toute autre marchandise, pour en réaliser la valeur d'usage. Et la valeur d'usage de la force de travail, du point de vue du capitaliste, c'est précisément sa faculté de créer de la plus-value, de fournir du surtravail, au-delà du travail nécessaire pour produire l'équivalent de son salaire. Pour être embauché par un patron, l'ouvrier devra travailler plus de temps qu'il ne lui en faut pour produire cet équivalent. Ce faisant, il créera une valeur nouvelle, en

1. Les apologistes de l'esclavage n'ont pas manqué de souligner l'analogie entre cette aliénation quotidienne, hebdomadaire, mensuelle, de la force de travail, et l'aliénation à vie que constitue l'esclavage : « Il ne répugne pas essentiellement à la justice et à la raison qu'un homme *abandonne à un autre*, même pour toute son existence, *le travail que tous les jours l'ouvrier engage à son patron, à son maître*, pourvu que les droits inaliénables (!) de l'homme soient sauvegardés », écrit en 1742 le capitaine hollandais Elias Joannes (1).

échange de laquelle il ne touche plus rien. Il crée de la plus-value, qui est la différence entre la valeur créée par la force de travail et la valeur de la force de travail elle-même.

Le but du capitaliste, c'est l'accumulation du capital, la capitalisation de la plus-value. La nature même de la circulation de l'argent implique ce but.

Le capital industriel poursuit cette accumulation de façon encore beaucoup plus insatiable que le capital usurier ou marchand. Il produit pour un marché libre et anonyme, *dominé par les lois de la concurrence*. Sur ce marché, il n'est pas seul à offrir ses produits à d'éventuels clients. Sous le régime de la concurrence, chaque industriel cherche à accaparer une part aussi large que possible du marché. Mais pour réussir, il doit baisser les prix. Il n'y a qu'un moyen d'abaisser les prix de vente sans menacer le profit : réduire le prix de revient, la valeur des marchandises, abréger le temps de travail socialement nécessaire pour les produire, produire davantage de marchandises en un même laps de temps.

« Déjà l'année passée, l'agrandissement de l'entreprise qui n'a duré que quelques mois, a permis de maintenir les profits de nos affaires de ciment au niveau attendu, malgré le fait que la concurrence a considérablement déprimé le prix du ciment. Cette expérience nous renforce dans la décision de compenser la chute croissante des prix que nous prévoyons par une augmentation de la masse de nos produits », proclame fièrement le rapport annuel d'une cimenterie allemande, au XIXe siècle.

Pour accroître ainsi la production, il faut développer l'outillage, rationaliser le processus de production, améliorer la division du travail à l'intérieur de l'entreprise. Tout cela exige l'augmentation du capital. Mais l'augmentation du capital ne peut provenir en dernière analyse que de l'augmentation de la plus-value capitalisée. Sous le fouet de la concurrence, le mode de production capitaliste devient ainsi le premier mode de production dans l'histoire de l'humanité dont le but essentiel apparaît être *l'augmentation illimitée de la production*, l'accumulation constante du capital, par la capitalisation de la plus-value produite au cours même de la production.

La soif de plus-value du capitaliste, ce n'est pas la soif de valeurs d'usage et de luxe des anciennes classes possédantes ; seule une fraction restreinte de la plus-value est improductivement consommée pour assurer l'existence du capitaliste. C'est une soif de plus-value à capitaliser, une soif d'accumuler du capital :

« Tout ce système d'appétits et de valeurs, avec sa déification d'une vie qui consiste à accaparer pour amasser, et à amasser pour pouvoir mieux accaparer (3). »

Il n'y a dans cette soif rien d'irrationnel ni de mystique. Les anciennes classes possédantes, qui s'appropriaient le surproduit social

essentiellement sous forme de valeurs d'usage, étaient assurées de cette appropriation aussi longtemps que subsistait l'édifice social qui avait pour base cette forme particulière d'exploitation. Elles ne pouvaient être touchées que par des cataclysmes naturels, des guerres ou des révolutions sociales, cataclysmes contre lesquels elles essayaient de se prémunir par la constitution de grandes réserves. La forme prédominante sous laquelle le capital apparaît d'abord dans l'histoire — capital usurier et marchand — se caractérise par la même recherche de *stabilité et de sécurité*. Il est significatif que les achats de rentes effectués par les bourgeois du Moyen Age soient stipulés de façon à assurer des revenus stables, quelles que soient les fluctuations de la monnaie ou des prix (4). Le type classique du bourgeois à l'époque historique de l'accumulation primitive du capital-argent, l'avare, est hanté par la même soif de sécurité. Ce n'est pas pour le *rendement* de son capital qu'il ressent des craintes, mais pour son *existence*.

Il en va autrement du capitaliste proprement dit, de l'entrepreneur capitaliste. Faisant des affaires pour un marché anonyme, inconnu, non délimité, le risque et l'incertitude dominent ses entreprises. Aujourd'hui, une affaire a réussi ; demain une deuxième entreprise peut échouer. Ce n'est pas seulement le fait de la concurrence mais le fait même de la production *libre de tout règlement social global* [1], qui imprime à l'entreprise capitaliste ce caractère d'incertitude et qui oblige le capitaliste à rechercher le maximum de profit dans chaque affaire particulière, devant le danger permanent qui menace l'ensemble de ses entreprises.

Le propriétaire foncier, le petit producteur marchand, l'acheteur de rentes foncières, trouvent dans la certitude de leurs revenus une raison suffisante de maintenir leurs entreprises dans des *limites* données. L'incertitude du profit capitaliste implique par contre la nécessité d'une *expansion* constante des affaires, expansion qui dépend à son tour d'une accumulation maximum du capital, d'une réalisation maximum de profits. Ainsi se précise l'image du capitaliste, de l'ancêtre médiéval duquel Georges Espinas a tracé ce portrait magistral :

« Réaliser le maximum de gains en payant le minimum de salaires ; faire rendre le plus possible aux fabricants (producteurs) en les payant le moins qu'il peut, ou même en les volant le plus possible encore ; attirer à lui, aspirer, sucer en quelque sorte tout ce qu'il peut prendre de l'argent qui devrait légitimement revenir aux petits patrons (producteurs) par le travail qu'il peut seul leur procurer et

1. Pareil règlement est la règle pour tout l'artisanat précapitaliste, et même pour les débuts du *Verlagsystem* (travail à commandite) dans plusieurs pays. En Carinthie et en Styrie, au milieu du XVe siècle, « le duc Frédéric III règle de nouveau la voie à suivre pour le fer, il fixe les prix et les impôts, il limite le nombre de forges et la quantité de fer dont chaque marchand peut disposer, et règle les contrats (les Verläge) (5) ».

qu'ils exécutent pour lui seul encore, tel est évidemment le but incessant des efforts de l'entrepreneur « capitaliste » à son plus grand profit, encore comme au détriment le plus extrême des gens qu'il emploie : telle une araignée au centre de sa toile. Pour exercer ce système « suant », tous les moyens lui sont bons et toutes les circonstances lui sont favorables ; il sait tirer parti de tout ; il trompe sur la matière, il rompt les marchés et vole sur les salaires ; les affaires, c'est l'argent des autres (6). »

La prolongation de la journée de travail

Soif de plus-value, c'est soif de surtravail, de travail non payé, au-delà du travail qui produit la contre-valeur des moyens de subsistance. Pour obtenir davantage de surtravail, les capitalistes peuvent tout d'abord prolonger la journée de travail au maximum, sans augmenter le salaire quotidien. Si l'on présume que l'ouvrier produit en 5 heures l'équivalent de son salaire, la prolongation de la journée de travail de 10 à 12 heures sans augmentation de salaire accroîtra le surtravail de 5 à 7 heures par jour, soit de 40 %. Cette forme d'augmentation de la plus-value est appelée *augmentation de la plus-value absolue.*

Dans toute société où l'appropriation de valeurs d'usage reste le but fondamental de la production, aussi bien pour les producteurs que pour les exploiteurs, l'extension constante de la journée de travail apparaîtrait comme une entreprise absurde. La limitation des besoins et des marchés impose une limite non moins étroite à la production. Aussi longtemps que l'esclavage antique était un esclavage patriarcal, dans des domaines qui se suffisaient à eux-mêmes, le sort des esclaves était fort supportable, et au fond peu différent de celui des parents pauvres de la famille domaniale. Ce n'est que quand l'esclavage antique devint la base d'une production pour le marché que le traitement barbare d'esclaves se généralisa (7).

Au Moyen Age, la législation communale limitait strictement le temps de travail des artisans. On y retrouve en général, outre l'interdiction du travail de nuit, l'arrêt du travail à l'occasion de nombreuses fêtes religieuses (jours des saints) et à des époques fixes de l'année. Partant de l'étude du droit urbain de la petite ville de Guines, en Artois, Georges Espinas évalue le nombre de jours ouvrables au Moyen Age à 240 par an (8). Dans les mines bavaroises il y avait au XVIe siècle de 89 à 190 jours fériés par an (9). Hue arrive à la conclusion que, compte tenu des nombreux jours fériés, la moyenne de la semaine de travail dans les mines était de 36 heures au XVe siècle (10).

Mais dès que naît l'entreprise capitaliste, un effort incessant se dessine pour prolonger la journée de travail. Dès le XIVe siècle

apparaît une législation qui vise à interdire en Grande-Bretagne des journées de travail trop courtes. La littérature britannique du XVIIe au XVIIIe siècle est remplie de plaintes concernant l'« oisiveté » des ouvriers qui, « s'ils gagnent en 4 jours de quoi manger pendant toute la semaine, ne vont plus au travail les 3 jours suivants ». Tous les grands esprits bourgeois participent à cette campagne : le Hollandais Jean De Witt, ami de Spinoza ; William Petty, le père de l'économie politique anglaise classique ; Colbert qui parle du « peuple fainéant », etc. Sombart remplit sept pages de citations analogues de l'époque (11).

Quand le mode de production capitaliste traverse les océans et pénètre sur de nouveaux continents, il commence à se heurter à la même résistance naturelle des travailleurs contre la prolongation de la journée de travail. Aux XVIIe et XVIIIe siècles, la presse des vertueux colons puritains en Amérique du Nord résonne de plaintes contre « la cherté du travail... contraire à la raison et à l'équité ». « Ce sont les pauvres qui font les riches », affirme ingénument le *New York Weekly Journal*. En 1769, la *Maryland Gazette* se plaint que « le salaire d'un jour permet aux ouvriers trois jours d'intempérance (12). »

« Les attaques contre le luxe, l'orgueil, la paresse des salariés anglais au XVIIe siècle et au XVIIIe siècle, sont en fait presque exactement identiques à celles qu'on dirige aujourd'hui contre les indigènes d'Afrique (13). »

Alfred Bonné note l'étonnement des observateurs occidentaux à la vue d'Arabes misérables qui préfèrent gagner 1 £ par an comme pâtres, plutôt que de gagner 6 £ par mois comme prolétaires d'usine (14). Audrey I. Richards constate la même répulsion chez les Noirs de Rhodésie :

« On demande à des hommes, habitués à travailler de 3 à 4 heures par jour dans leurs réserves tribales, de fournir de 8 à 10 heures sous la surveillance des Blancs, sur de grandes plantations ou dans de grandes entreprises industrielles (15). »

Il suffisait cependant de profiter de l'immense masse de main-d'œuvre déracinée et sans travail, produite par les bouleversements sociaux et économiques du XVe au XVIIIe siècle, pour exercer une pression sur les salaires qui faisait tomber ceux-ci en dessous du minimum vital. De cette façon, la bourgeoisie pouvait marcher de triomphe en triomphe dans cette « lutte contre l'oisiveté du peuple ».

Dès le XVIIIe siècle, nous trouvons en Angleterre une journée de travail normale de 13 à 14 heures (16). Dans les filatures de coton anglaises, la semaine de travail est de 75 à 80 heures en 1747 ; de 72 heures en 1797 ; de 74 heures à 80 heures en 1804 (17). Et comme les salaires sont tombés si bas que chaque jour chômé est un jour de faim, Napoléon apparaît plus généreux que son ministre Portalis lorsqu'il repoussa la proposition de celui-ci d'interdire le travail le

La contradiction suprême du régime capitaliste

Toutes les contradictions du mode de production capitaliste peuvent être résumées dans la contradiction générale et fondamentale : la contradiction entre la *socialisation effective de la production* et la *forme privée, capitaliste, de l'appropriation.*

La socialisation de la production sous le régime capitaliste représente l'effet historique le plus important, le plus progressiste, de la généralisation du mode de production capitaliste. A la fragmentation de la société patriarcale, esclavagiste, féodale, en des milliers de petites cellules de production et de consommation indépendantes les unes des autres, entre lesquelles n'existent que des liens (notamment des liens d'échange) rudimentaires, se substitue *l'universalité des relations humaines.* La division du travail se généralise et se perfectionne, non seulement dans un pays mais à l'échelle mondiale. Personne ne produit plus en premier lieu des valeurs d'usage pour sa propre consommation. Le travail de chacun est indispensable à la survie de tous, dans la mesure [où] chacun ne peut survivre que grâce au travail de milliers et de milliers d'autres hommes. Le travail individuel ne subsiste plus qu'en tant que parcelle infime du travail social. C'est le travail objectivement coopérateur de tous les hommes qui fait fonctionner ou maintient en mouvement la production du capitalisme moderne. Cette production se trouve donc objectivement socialisée, entraînant l'ensemble de l'humanité dans son orbite.

La socialisation de la production sous le régime capitaliste permet un développement énorme des forces productives. L'accroissement du capital constant, avant tout de la masse des machines et de l'outillage de l'industrie et des transports, n'est possible que par le développement extrême de la division du travail. Cet essor prodigieux des forces productives est implicitement contenu dans l'accroissement de la composition organique du capital, dans la concentration du capital, dans l'extension constante de la base du mode de production capitaliste qui tend à conquérir le monde entier. Il implique un développement non moins prodigieux des besoins humains, une première prise de conscience des possibilités d'un développement universel de tous les hommes.

Mais cette association de la production, qui transforme le travail de toute l'humanité en travail objectivement coopérateur, n'est pas régularisée, dirigée, gérée selon un plan conscient. Elle est réglée par des forces aveugles, les « lois du marché », en fait les oscillations du taux de profit et le jeu de péréquation du taux de profit, la forme particulière que prend la loi de la valeur en régime capitaliste. C'est pourquoi l'ensemble de la production objectivement socialisée se développe indépendamment des besoins humains qu'elle a elle-même suscités, aiguillée seulement par la soif de profit des capitalistes.

La forme privée de l'appropriation fait du profit le seul but et moteur de la production. Elle donne un caractère inégal et spasmodique au développement des forces productives. La production se développe par bonds, non pas dans les secteurs où subsistent les besoins réels les plus pressants, mais bien dans les secteurs où les profits les plus élevés peuvent être réalisés. La production de boissons alcoolisées, de *comic books* et de stupéfiants passe avant la lutte contre la pollution de l'air, la conservation des ressources naturelles, voir la construction d'écoles et d'hôpitaux (88). Dans la Grande-Bretagne d'aujourd'hui, on dépense plus d'argent pour le pari mutuel que pour la lutte conte le cancer, la poliomyélite et l'artériosclérose... La forme privée de l'appropriation du surproduit social, de la plus-value, détermine le caractère *anarchique* de la production capitaliste. La sous-production dans un secteur coïncide constamment avec la surproduction dans un autre secteur, jusqu'à ce que la surproduction générale et la crise corrigent périodiquement les méfaits de cette anarchie. Le déséquilibre, la disproportion entre les différents secteurs de la production sont les éléments inévitables de cette anarchie. La répartition du travail humain entre les différents secteurs de la production ne correspond jamais exactement à la répartition du pouvoir d'achat pour les produits de ces secteurs. Quand cette disproportion devient trop violente, elle se résout en crise, qui conduit à un nouvel équilibre passager et éphémère.

La contradiction entre la socialisation de fait de la production capitaliste et la forme privée de l'appropriation se manifeste comme contradiction entre la tendance au développement illimité des forces productives et des limites étroites dans lesquelles reste enfermée la consommation. Le mode de production capitaliste est ainsi le premier dans lequel la production semble se détacher complètement de la consommation, dans lequel la production semble devenir un but en soi. Mais les crises périodiques lui rappellent durement que la production ne peut pas, à la longue, se détacher complètement des possiblités de consommation solvable de la société.

Travail libre et travail aliéné

Le producteur d'une société primitive ne sépare généralement pas son activité productive, « le travail », de ses autres activités humaines. Certes, ce degré élevé d'intégration de toute son existence exprime davantage la pauvreté de la société et le caractère extrêmement étroit de ses besoins, qu'un effort conscient vers le développement universel de toutes les possibilités humaines. La tyrannie qu'il subit est celle des forces de la nature. Elle implique une mauvaise conscience du milieu naturel, la soumission dégradante à la magie, un développement primitif de la pensée. Mais l'effet de cette dégradation est

fortement atténué par le niveau élevé de solidarité et de coopération sociales. L'intégration de l'individu et de la société s'effectue de façon relativement harmonieuse. Lorsque le milieu naturel n'est pas trop hostile, le travail se combine avec la joie du corps et de l'esprit. Il satisfait à la fois les besoins physiques et sociaux, esthétiques et moraux [1].

A mesure que s'accroissent les forces productives, l'humanité se libère progressivement de la tyrannie des forces de la nature. Elle prend conscience de son milieu naturel et apprend à le modifier d'après ses propres fins. Elle se soumet des forces qu'elle était jadis condamnée à subir plus ou moins passivement. Ainsi commence la marche triomphante de la science et des techniques scientifiques, qui fera de l'homme le maître de la nature et de l'univers.

Mais l'humanité paie une rançon très dure pour ce progrès émancipateur. Le passage d'une société de pauvreté absolue à une société de pénurie relative est en même temps le passage d'une société harmonieusement unie à une société divisée en classes. Avec l'apparition de loisirs individuels au profit d'une minorité de la société apparaît également le temps aliéné, le temps de travail servile, le travail gratuit fourni pour autrui par la majeure partie de la société. A mesure que l'homme se libère de la tyrannie des forces de la nature, il subit de plus en plus la tyrannie de forces sociales aveugles, la tyrannie d'autres hommes (esclavage, servage) ou la tyrannie de ses propres produits (petite production marchande et production capitaliste).

Le caractère aliéné du travail servile ne demande pas de développements. L'esclave et le serf ne sont plus maîtres de leur vie et de la majeure partie de leur temps. Ce n'est pas seulement le libre développement de leur personnalité, c'est en général tout développement qui leur est interdit par leur condition sociale. Mais le travail dans la société capitaliste est lui aussi un travail aliéné, implique lui aussi l'aliénation humaine à un degré extrême.

Cette aliénation apparaît avant tout comme une séparation radicale entre le travail et toutes les activités humaines non « économiques ». L'écrasante majorité des citoyens d'une société capitaliste ne travaillent pas parce qu'ils aiment leur métier, parce qu'ils se réalisent grâce à leur travail, parce qu'ils le considèrent, comme une condition nécessaire et suffisante au développement de leurs capacités physiques, intellectuelles et morales. Ils travaillent au contraire *par nécessité, pour pouvoir satisfaire leurs besoins humains en dehors du travail*. Au début du régime capitaliste — et aujourd'hui encore dans une large partie du tiers-monde — ces besoins sont d'ailleurs réduits au niveau presque animal de subsistance et de reproduction

1. Voir par exemple la description du *dol-pwé*, travail exécuté en commun à Dahomey (89).

physique. Au fur et à mesure qu'ils s'élargissent, que la durée du temps de travail se réduit, l'opposition entre le « temps perdu » et le « temps regagné » n'en devient que plus frappante et plus aiguë.

L'aliénation s'exprime ensuite par la perte totale de contrôle du travailleur sur ses conditions de travail, sur ses instruments de travail, sur le produit de son travail. Cette perte de contrôle s'accentue précisément au fur et à mesure que l'augmentation de la plus-value relative se substitue à l'augmentation de la plus-value absolue, que la journée de travail se raccourcit mais au prix d'une intensification et d'une mécanisation de plus en plus inhumaine de ce même travail.

Le travail continu (qui fait perdre aux travailleurs jusqu'au rythme normal de la succession des jours et des nuits), la chaîne et la semi-automatisation, l'éclatement des anciennes qualifications, la généralisation des ouvriers spécialisé sont autant d'étapes de cette aliénation. Au bout de cette évolution le travailleur n'est plus qu'un infime chaînon de deux mécaniques monstrueuses, la machine proprement dite, c'est-à-dire les instruments de travail qui l'écrasent [1], et la machine sociale qui ne l'écrase pas moins de ses ordres, de sa hiérarchie, de ses commandes, de ses amendes et de son insécurité organisée. A l'écrasement qui broye l'individu se joint l'ennui dégagé par le travail mécanisé, ennui qui finit par saper les forces vitales de l'ouvrier et auquel succomberont aussi de plus en plus les employés, au fur et à mesure que le travail de bureau se mécanise lui aussi [2].

L'aliénation s'exprime enfin par le trait de la commercialisation et de l'atomisation universelles de la société capitaliste. Tout se vend et tout s'achète. La lutte de tous contre tous implique la négation des mobiles d'action les plus fondamentaux et les plus caractéristiques de l'humanité : la protection des faibles, des vieillards et des enfants ; la solidarité de groupe ; le désir de coopération et d'entraide ; l'amour du prochain. Toutes les qualités, toutes les aspirations, toutes les possibilités humaines ne peuvent plus se réaliser qu'à travers l'acquisition de choses ou de services sur le marché, acquisition que le capitalisme tend de plus en plus à commercialiser, donc à niveler et à mécaniser. Ainsi, la réduction du temps de travail est accompagnée bien moins d'un accroissement de loisirs individuels

1. Au sens littéral (l'accroissement énorme des accidents de travail) et figuré du terme.

2. « Un ouvrier semi-spécialisé découvre, après 25 ans de travail pénible, que le gamin de 17 ans installé à la machine voisine touche à quelques francs près le même salaire horaire que lui. D'ailleurs, les milliers qui l'entourent gagnent tous peu à peu la même chose. Et le geste toujours recommencé qu'il exécute pendant des heures devient insupportablement ennuyeux. Il pense à son père probablement plus pauvre que lui, mais qui au moins était fier des tonneaux qu'il fabriquait. Maintenant, toute l'intelligence est dans la machine et c'est elle qui est un objet de fierté. Peut-être le règlement lui interdit-il même de parler à son voisin ou d'aller boire une gorgée d'eau en dehors de la pause (90). »

humanisés et humanisants, que de loisirs de plus en plus commercialisés et déshumanisés.

Récemment, quelques pasteurs et vicaires protestants d'Allemagne occidentale, suivant l'exemple des prêtres-ouvriers catholiques, ont travaillé pendant plusieurs mois dans de grandes usines. Ils ont à cette occasion donné un aperçu frappant du caractère aliéné du travail capitaliste :

« L'attitude (des ouvriers) envers le travail est généralement négative, à l'exception de celle de quelques artisans, pour lesquels la qualification acquise et l'expérience constamment gagnée jouent encore un certain rôle. Pour les autres, le travail à l'usine est considéré comme un *mal nécessaire*. L'emploi est « l'ennemi » du travailleur, auquel il *doit se soumettre* quotidiennement pendant longtemps, — avec tout ce que cela implique : les machines qu'il doit *servir* ; la hiérarchie de l'entreprise, du chef d'équipe jusqu'à la direction, à laquelle il est *livré* sans possibilité de discussion (la « co-gestion », c'est-à-dire le conseil d'entreprise, ne joue pratiquement pas de rôle dans nos entreprises) ; mais également les compagnons de travail, dans la mesure où ils ne sont, eux ausi, que des parties intégrantes de tout cet univers auquel on accède *récalcitrant au début* de sa pause, et qu'on quitte *comme en s'évadant* à la fin de cette pause...

« *Le temps passé à l'entreprise est considéré comme une perte de la vie*

« ... Le mode et la forme du travail (travail physique épuisant, ou simplement surveillance de processus mécaniques) ne jouent pas un rôle aussi grand que leur valorisation sociale, qui s'exprime également dans les entreprises que nous avons appris à connaître, par la *mise sous tutelle* de l'ouvrier *en tant qu'objet de décisions qu'on prend à son sujet*...

« L'ouvrier est incontestablement — malgré le syndicat et la loi sur les conseils d'entreprises — la partie la plus faible de notre système économique : les fluctuations, les arrêts temporaires et les crises le frappent comme première victime, en remettant en question son emploi, alors qu'ils peuvent être amortis sans grands dégâts humains pour les autres facteurs du processus de production. *Le sentiment de l'insécurité d'existence* et de la *dépendance totale d'une évolution arbitraire* de notre économie d'entrepreneur n'est dans aucune autre couche social aussi élevé que dans celle-ci... Sans aucun doute le changement urgent et désirable de la conscience sociale des ouvriers n'est-il concevable qu'en rapport avec le changement réel de leur situation sociale (nous souligons) (91) [1]. »

1. Voir l'analyse, en tous points semblable, de la situation ouvrière en France, dans : A. Andrieux et J. Lignon : *l'Ouvrier d'aujourd'hui*.

La lutte de classe

Depuis que la division de la société en classes existe, les hommes ne se sont pas résignés au règne de l'injustice sociale sous le prétexte que celle-ci pouvait être considérée comme une étape inévitable du progrès social. Les producteurs n'ont guère accepté comme normal ou naturel que le surproduit de leur travail soit accaparé par des classes possédantes, qui obtiennent ainsi un monopole des loisirs et de la culture. Toujours et sans cesse, ils se sont révoltés contre cet ordre de choses. Et sans cesse, les esprits les plus généreux des classes possédantes se sont, eux aussi efforcés de condamner l'inégalité sociale et de se joindre à la lutte des exploités contre l'exploitation. L'histoire de l'humanité n'est qu'une longue suite de luttes de classes.

L'aube de la société de classe est marquée par des révoltes d'esclaves. Seule, la révolte de Spartacus et les révoltes d'esclaves en Sicile sous Verrès sont généralement connues. Mais vers la même époque, il y eut la révolte des 40 000 esclaves travaillant dans les mines en Espagne, la révolte des esclaves de Macédoine et de Délos et, un demi-siècle plus tôt, la grande révolte des mineurs de Laurium, en Grèce (92). A partir du IIIe siècle de notre ère, une vaste révolte d'esclaves et de paysans appauvris s'étend sur toute la partie occidentale de l'Empire romain (mouvement des « bagaudae ») et de l'Afrique du Nord (mouvement des « donatistes »). On a généralement sous-estimé l'importance du rôle de ces révoltes dans l'écroulement de l'Empire romain (93). L'esprit dont elles étaient animées a été nettement saisi par le chroniqueur arabe Abou Zakaria, qui écrit ce qui suit au sujet des donatistes :

« Ils haïssent les maîtres et les riches, et quand ils rencontrent un maître monté sur son chariot et entouré de ses esclaves, ils le font descendre, font monter les esclaves dans le char, et forcent le maître à courir à pied. Ils se vantent d'être venus pour rétablir l'égalité sur la terre, et ils appellent les esclaves à la liberté (94). »

Les invasions des Visigoths dans l'Empire byzantin furent de même accompagnées de révoltes d'esclaves, notamment de celles des mineurs de Thrace (95). Plus tard (820-823) éclate une nouvelle et terrible révolte dans l'Empire byzantin aidée par les petites gens que l'armée de l'empereur Michel II ne peut écraser qu'après trois années de campagne militaire.

A la même époque, une armée d'esclaves noirs utilisés par les Arabes pour assécher le Shatt-el-Arab se révolte (868) et tient tête pendant 15 ans aux attaques des armées impériales. Et lorsque le capital commercial et manufacturier fit renaître dans les pays d'outre-mer l'esclavage sous ses formes les plus abjectes, il y eut de nombreuses insurrections, comme celle dirigée par Sourapati, sur

l'île de Java (1690-1710), celle des Indiens de Bolivie (1686, 1695, 1704, 1742 et 1767), et celle des Jacobins Noirs de l'île de Haïti (96).

Les paysans écrasés par la corvée ou la rente agraire ont eux aussi essayé maintes fois de se libérer du joug de l'exploitation. Toute l'histoire de l'Antiquité, celle d'Égypte, de Judée, d'Athènes et de Rome, est remplie de mouvements insurrectionnels de paysans contre l'usure, l'endettement et la concentration de la propriété. Dans l'empire perse des Sassinides s'est produit aux Ve-VIe siècles de notre ère le mouvement des *Mazdékéens* qui réclament la communauté des biens, l'abolition de tous les privilèges et l'interdiction de tuer tout être vivant. C'est sans doute pourquoi les historiens au service des classes possédantes les appellent « barbares » et « dénaturés ».

Tout au long de l'histoire chinoise, les dynasties régnantes ont été renversées par des révoltes de paysans opprimés. Les dynasties des Han et des Ming étaient elles-mêmes des dynasties de chefs paysans, qui s'efforcèrent à l'origine de combattre non seulement la propriété foncière mais même le capital usurier et marchand (97). Le XIVe siècle, en Europe occidentale, est marqué par des « jacqueries » dans presque tous les pays : France, Grande-Bretagne, Flandre, Bohême, Espagne, etc. Le XVIe siècle voit le développement de la grande guerre des paysans allemands et de tendances sociales analogues dans les villes, où les idées révolutionnaires les plus hardies se manifestent chez Thomas Münzer et les anabaptistes. L'histoire du Japon du XVIIe au XVIIIe siècle est marquée par de longues séries d'insurrections paysannes contre l'exploitation accrue dont la paysannerie était victime par suite de la généralisation de l'économie monétaire. On ne compte pas moins de 1 100 insurrections entre l'année 1603 et l'année 1863 (98).

Enfin, les petits artisans, leurs compagnons et leurs valets, ancêtres du prolétariat moderne, se sont insurgés et contre l'absence de droits politiques dans les grands centres urbains, et contre l'exploitation dont ils étaient victimes de la part du capital marchand [1]. Ce ne sont pas seulement les artisans des villes flamandes et italiennes du Moyen Age qui ont mené de tels combats, mais aussi les artisans des villes de l'Islam dont le puissant mouvement international des Quarmates avait réuni toutes les idées progressistes de son temps au IXe siècle de notre ère, et se prolongea dans quelques insurrections de guildes urbaines en Anatolie et à Istanbul jusqu'au XVIIe siècle (100). Ce mouvement a même réussi à établir un État communiste à Bahrein et au Yémen qui survécut pendant plus de cent ans (du XIe au XIIe siècle). »

Pourquoi tous ces mouvements ont-ils échoué en fait dans la

1. La première grève ouvrière que nous rapporte l'histoire est celle d'ouvriers égyptiens travaillant vers 1165 avant notre ère, sous Ramsès III, à Dêr el-Médîne, sur la rive ouest du Nil, près de Thèbes (99).

tentative d'abolir l'inégalité sociale, soit qu'ils aient été vaincus, soit qu'une fois victorieux, ils aient eux-mêmes reproduit des conditions sociales analogues à celles contre lesquelles ils s'étaient révoltés [1] ? Parce que les conditions matérielles n'étaient guère mûres pour l'abolition de l'exploitation et de l'inégalité sociales.

L'absence de classes dans la préhistoire humaine s'explique par le fait que le produit social est en gros égal au produit nécessaire. La division de la société en classes correspond à un développement des forces productives qui permet déjà la constitution d'un certain surproduit, mais pas encore d'un surproduit suffisamment grand pour assurer l'ensemble de la société les loisirs nécessaires à l'exercice des fonctions d'accumulation sociale. Sur la base d'un tel développement insuffisant des forces productives, la réapparition de l'inégalité sociale, de la division de la société en classes, même là où cette division fut momentanément supprimée, ne peut pas être évitée à la longue.

C'est le mode de production capitaliste qui, par l'essor prodigieux qu'il assure aux forces productives, crée pour la première fois dans l'histoire les conditions économiques pour la suppression de toute société de classe. Le surproduit social suffirait pour réduire à l'extrême le temps de travail de tous les hommes, ce qui assurerait un essor de culture qui permettrait l'exercice des fonctions d'accumulation (et de gestion) par l'ensemble de la société. Les classes dominantes perdent ainsi toute raison d'être historique. L'organisation consciente du travail, déjà objectivement socialisé par le capitalisme, devient une condition indispensable pour un nouveau développement global des forces productives.

Le développement du mode de production capitaliste ne crée pas seulement les conditions *économiques* pour la suppression de la société de classe. Il en crée également les conditions *sociales*. Il produit une classe qui acquiert un intérêt majeur à la suppression de toute forme de propriété privée des moyens de production parce qu'elle n'en possède plus aucune. Cette classe réunit en même temps entre ses mains toutes les fonctions productives de la société moderne. De par sa concentration dans la grande usine, elle acquiert par instinct et expérience la certitude qu'elle ne peut défendre son sort qu'en groupant ses forces, qu'en exerçant ses grandes qualités d'*organisation*, de *coopération* et de *solidarité*. D'abord, elle utilise ces qualités pour enlever au patronat une part plus grande de la valeur nouvelle qu'elle crée. Elle lutte pour la limitation de la journée de travail et pour l'augmentation des salaires. Mais bientôt

1. On peut citer à ce sujet l'évolution des monastères catholiques où fut d'abord instaurée la communauté des biens, et celle de la ville de Tabor. Lors de la formation de cette ville, il fallait abandonner tous ses biens dans des « tonneaux publics », mais la petite production marchande réapparut quelques années plus tard (101).

elle apprend que cette lutte ne se revèle à la longue efficace qu'à condition de faire face à l'ensemble de la domination du Capital et de son État [1]. La lutte de classe du prolétariat moderne se développe alors en mouvement politique, mouvement pour la suppression de la propriété capitaliste, pour la socialisation des moyens de production et d'échange, pour l'avènemement d'une société socialiste sans classes.

1. Dans *The Town Labourer*, J.L. et B. Hammond décrivent de manière frappante comment l'État est tout entier au service du Capital au XIXe siècle. Dans les districts de Caerphilly et de Merthyr Tydfill, les seuls magistrats furent deux maîtres de forge qui devaient constamment juger (!) leurs propres salariés. Ces mêmes magistrats étaient responsables de l'application des lois... leur interdisant (!) le *truck system*. Les mêmes auteurs décrivent les mouvements des troupes dans les régions industrielles « qui ressemblèrent à un pays sous occupation militaire... ; les soldats furent déplacés d'après les fluctuations des salaires et de l'emploi (102) ».

CHAPITRE VI

LE COMMERCE

Le commerce, produit du développement économique inégal.

Dans une société fondée principalement sur la production de valeurs d'usage, le profit des marchands provient de l'achat des marchandises en dessous de leur valeur et de leur vente au-dessus de cette valeur. Il s'ensuit qu'à l'origine, le commerce n'a pas pu se développer entre des peuples vivant à un niveau de développement économique plus ou moins identique. Dans ce cas, le temps de travail approximativement nécessaire à la production des marchandises échangées est connu dans les deux pays. Ni vendeurs ni acheteurs ne se laisseraient entraîner à des échanges qui leur sont fortement défavorables [1]. Seules des conditions exceptionnelles de brusques pénuries de biens de consommation courante ou de matières premières indispensables permettent alors de réaliser des profits considérables dans le commerce.

Par contre, le commerce avec des peuples qui se trouvent à un niveau de développement économique inférieur crée les conditions idéales pour la réalisation d'importants bénéfices. On peut y acheter des matières premières ou des vivres à bon marché (métaux, bois, blé, poisson, vin), et y vendre au-dessus de leur valeur des produits artisanaux finis (poteries, ustensiles métallurgiques, ornements, produits textiles, etc.). C'est dans le développement économique inégal entre les peuples qu'il faut rechercher l'origine de l'épanouissement du commerce dès l'époque marquée par la révolution métallurgique et les débuts de la civilisation [2].

« ... Inégalité et diversité de ressources entre diverses sociétés voisines ou capables de communiquer les unes avec les autres, ces conditions éternelles de tous échanges... se retrouvent partout à la surface du globe, aussi loin que les préhistoriens remontent dans l'étude et la connaissance de nos ancêtres (1). »

Les données empiriques confirment pleinement cette thèse. Tout d'abord, elles confirment que le commerce apparaît dans toute société primitive sous la forme du *commerçant étranger* venu d'une

1. Voir chapitres II et III.
2. Voir chapitres II et III.